

L'évolution du Groupe en quelques chiffres

Nous avons actualisé le **tableau de bord** qui vous permet, en quelques éléments clés¹, de suivre l'évolution du Groupe Total depuis qu'il a absorbé PetroFina et Elf Aquitaine. Depuis 2005, ce suivi est aux normes IFRS.

	TotalFinaElf	TOTAL				
	2000	2009	2010	2011	2012	2013
Eléments Financiers						
Chiffre d'affaires annuel (G€)	115	131	159	185	200	190
- dont part pétrole (en %)	82	89	89	89	11 Amont ²	11 Amont
- dont part chimie (en %)	18	11	11	11	43 MS 46 RC	44 MS - 45 RC
- dont part Europe (en %)	54	70	69	67	75	75
Résultat opérationnel ajusté (G€)	15	14	20	24	25	21
Résultat net ajusté (G€)	8	8	10	11	12	11
Investissements bruts (G€)	8	13	16	25	23	26
Investissements nets (G€)	5	10	12	16	17	21
Versé à l'actionnaire (hors minoritaire)	3,6	5,3	5,3	5,4	5,4	5,7
- dont dividendes (G€)	1,6	5,3	5,3	5,4	5,4	5,5
- dont rachat d'actions (G€)	2	0	0	0	0	0,2
Frais de personnel (G€)	6,5	6,2	6,2	6,6	7,1	7,1
Nombre d'actions (millions)	740	2 348	2 350	2 364	2 366	2 378
Capitalisation (G€)	117	106	93	93	92	106
Eléments Opérationnels						
Amont						
Réserves d'hydrocarbures (Mtep)	1 470	1 398	1 426	1 523	1 516	1 537
- dont part gaz (en %)	35	46	44	49	50	52
- dont part bitume (en %) ³		3	7	9	9	9
Production hydrocarbures (Mtep/an)	106	114	119	117	115	115
- dont production de brut (Mt/an)	73	69	67	61	61	58
Principale zone de production	Mer du Nord	Mer du Nord	Mer du Nord	Mer du Nord	Mer du Nord / Golfe de Guinée	Mer du Nord / Golfe de Guinée
Aval						
Capacité de raffinage (Mt/an)	128	130	118	105	102	102
- dont part Europe (en %)	88	88	87	85	85	85
Quantité raffinée (Mt/an)	121	108	100	93	89	86
Nombre de stations-service	17 700	16 300	17 500	14 800	14 700	14 800
Vente de produits raffinés (Mt/an) ⁴	185	181	189	182	170	171
- dont part Europe (en %)	79	67	63	63	68	65
Autres éléments						
Nombre de pays d'implantation	120	> 130	> 130	> 130	> 130	> 130
Effectifs	123 300	96 400	92 900	96 100	97 100	98 800

¹ Pour les années 2001 à 2008, voir nos précédents tracts, accessibles sur nos sites : www.sictame-unsatotal.org et www.esop-avas.org, comme par exemple : http://sictame-unsatotal.org/upload/tracts/Tract_2009_10_19_AVAS_SICTAME_Elections_Conseil_Surveillance.pdf

² Suite à la réorganisation de 2012, les résultats sont présentés en branches Amont, MS (Marketing & Services) et RC (Raffinage Chimie)

³ Depuis 2009, les réserves de bitume sont comptabilisées à part. Ces réserves sont localisées dans la zone « Amériques ».

⁴ Total des ventes MS, y compris négoce international et ventes massives Raffinage.

Soulignons quelques uns des éléments essentiels de l'évolution du Groupe :

En fusionnant avec PetroFina en 1999, puis en prenant le contrôle d'Elf Aquitaine en 2000, Total s'est hissé de la 10^{ème} à la 4^{ème} place de pétrolier mondial, avant de revenir au 5^{ème} rang, après s'être fait dépasser par Chevron. TotalFinaElf, redevenu Total en 2003, a vu ses résultats exploser, porté par une conjoncture très favorable, qui n'a cessé de s'améliorer jusqu'en 2008, année où Total enregistra un résultat net record de 14 G€.

La crise qui secoue le monde depuis 2007 a aussi affecté Total. En 2009, nous affirmions « **la capacité de Total à dégager un résultat net annuel qui, fonction de la conjoncture et du prix du baril, se situe autour de 10 G€, plus ou moins 2 G€** » ; assertion confirmée jusqu'à ce jour, plutôt en partie haute de la fourchette, en dépit de la hausse des coûts d'exploration et de production. Les résultats de Total sont en effet fortement liés au prix du baril : après un record absolu de 147 \$ en juillet 2008, le cours moyen du baril s'est stabilisé autour de 110 \$ depuis 2011 (111 \$ en 2011 et 2012, 108 \$ en 2013 et 107 \$ pour l'année en cours, contre 80 \$ en 2010, 62 \$ en 2009, 97 \$ en 2008, 72 \$ en 2007, 65 \$ en 2006, 54 \$ en 2005).

Les investissements de Total, insuffisants au début des années 2000, **atteignent à présent des niveaux excessifs**. De 2000 à 2004, les investissements bruts étaient de **8,8 G€/an** en moyenne ; cette moyenne est passée à **12,4 G€/an** de 2005 à 2009, avant d'exploser à **22,4 G€/an** de 2011 à 2013 (moyenne prévue se maintenir jusqu'en 2017), avec un **record de 25,9 G€ en 2013** ! A se demander si Total ne ferait pas comme la grenouille de Jean de La Fontaine ?

Pour financer ces investissements colossaux, Total procède à d'importantes cessions d'actifs. Certaines de ces cessions ont d'ailleurs pour objectif d'alléger la charge des investissements à venir⁵. Total, après avoir bénéficié du 'trésor' Sanofi, **épuisé en 2012**, se voit contraint d'arbitrer des actifs plus stratégiques, y compris dans le secteur pétrole. **Total semble victime de ses propres décisions** : d'abord 29 milliards de rachat d'actions entre 2000 et 2008 qui ont vidé partiellement les caisses ; ensuite, la ponction annuelle du service du dividende a été portée de 1,6 G€ en 2000 à 5,7 G€ aujourd'hui (ce qui correspond à une hausse moyenne de 10 % par an sur la période ; avec une hausse moyenne de 5 % par an, le service du dividende serait à un niveau plus supportable de 3 G€). **Ceci pose clairement la question du coût du capital**, qui a trop augmenté, alors que, sur la même période de 13 ans, les frais de personnel n'ont augmenté que de 10 % à 7 G€/an. Total se lance dans un **programme de réductions de coûts**, qui ignore le coût du capital mais vise le personnel, alors que le PDG déclarait en AG de Total : « *économie ne veut pas dire de faire tout cela sur le dos de nos salariés. Non, c'est clairement sur une maîtrise de nos investissements.* »

Alors, **faut-il continuer d'investir toujours plus, sans toucher pour autant au dividende et attendre que les nouveaux investissements soient productifs de cash ? Faut-il continuer de vendre les bijoux de famille ?**

Les cessions d'actifs historiques, à rendement sûr, au profit d'investissements présumés plus rentables mais aussi plus risqués, posent question. Elles inquiètent aussi le personnel, qui se voit considéré de plus en plus comme un bien marchand. Après TIGF, Totalgaz, CCP Composites, Bostik et bien d'autres, qui sera le prochain ?

Des alternatives existent, comme maîtriser la croissance des investissements, ajuster le dividende aux résultats obtenus (ainsi font les Américains) **ou recourir davantage à l'emprunt pour financer les développements** (surtout en période de taux historiquement bas), l'exploration restant financée sur fonds propres.

Les résultats opérationnels de Total restent bons, avec dans l'Amont le démarrage de nouveaux champs, qui ont permis de renouer avec **la croissance des productions** en 2010 puis d'afficher un objectif de 3 Mbep/j pour 2017. Cet objectif vient d'être révisé en baisse à 2,8 Mbep/j. De 2,3 Mbep/j en 2013, la production a chuté à 2,1 Mbep/j au 1^{er} semestre 2014, du fait essentiellement de l'expiration, le 11 janvier 2014, de la concession de 75 ans signée avec ADCO, représentant 0,14 Mbep/j pour Total. Curieux qu'un tel événement ne semble pas avoir été anticipé ?

La croissance des productions est conditionnée au **renouvellement des réserves**. Pour accéder à la ressource minière, face à la concurrence accrue des NOC (*National Oil Companies*), le savoir faire et la capacité à financer et traiter des projets complexes - dans le respect de la sécurité et de l'environnement - sont des atouts indispensables.

Depuis 2003, **l'évolution des réserves de Total** se caractérise par une baisse continue des réserves de liquides et une augmentation relative des réserves de gaz. En 2010 et 2011, la part **bitume** a contribué à l'accroissement des réserves (9 % des réserves totales en 2011 contre 3 % en 2009). La part du gaz dans les productions de Total continue de s'accroître, en lien aussi avec le développement des activités GNL. Réserves et productions ont une répartition géographique équilibrée. **En 2013**, Total a eu un excellent taux de renouvellement de ses réserves à **119 %**.

Total a restructuré son secteur Aval en regroupant **Raffinage et Pétrochimie** et en créant une branche **Marketing & Services** (qui inclut les Energies Nouvelles). Ces deux branches ont vu leurs résultats s'améliorer significativement en 2012 et 2013. Au 1^{er} semestre 2014, les résultats de ces deux branches sont en retrait de 20 %, du fait essentiellement de la dégradation des marges (la marge de raffinage ERMI a baissé de 66 %). Cette situation crée des inquiétudes, d'autant que le raffinage européen apparaît toujours en surcapacité. Total, dont la capacité de raffinage est passée, en 4 ans, de 130 à 104 Mt/an, annonce de nouvelles réductions mais sans fermeture de site.

La Chimie de Spécialités, se comporte globalement plutôt bien depuis 2010. Les multiples cessions qui affectent ce secteur, et celles prochaines de CCP Composites et Bostik, menacent son devenir au sein du Groupe.

⁵ Cet argument fut avancé, en mars 2013, lors de la cession de Voyageur au Canada (1,65 G\$ de perte nette). De plus, après avoir atteint son objectif de cessions de 15 à 20 G\$ pour la période 2012/2014, Total annonce un nouveau programme de 10 G\$ de cessions sur 2015-17.